

Le Pen, Meloni et l'atlantisation des droites européennes



[Source : euro-synergies.hautetfort.com]

La droite européenne est fragmentée. Marine Le Pen et Giorgia Meloni veulent changer cela et fusionner de fait leurs deux groupes politiques au Parlement européen en un nouveau, plus ample. Celui-ci doit être de droite conservatrice et orienter vers l'atlantisme. L'AfD n'y a pas sa place. Mais que reste-t-il quand on sacrifie son âme patriotique à la mangeoire du pouvoir ?

Un commentaire de Heinz Steiner

Source :

<https://report24.news/le-pen-meloni-und-die-transatlantisierung-der-europaeischen-rechten/>

En fait, la droite européenne devrait s'intéresser à une politique autonome et souveraine pour l'Europe. Il s'agirait alors d'une attitude politique servant les intérêts des États-nations européens et qui créerait un espace européen commun, dans lequel la souveraineté nationale est respectée, tout comme le désir de traiter ensemble les questions qui peuvent être mieux résolues au niveau européen. Mais ces derniers temps, un lent changement de paradigme s'est opéré au sein des partis de droite européens.

Afin d'éviter l'exclusion permanente et de faire partie de l'appareil de pouvoir existant, on assiste à des ajustements successifs. On pourrait également parler de « déradicalisation », bien qu'il s'agisse plutôt d'un « assouplissement ». Pour entrer en ligne de compte comme partenaire de coalition, il faut renoncer à certains objectifs ou les atténuer suffisamment pour permettre un consensus. Le rapatriement des étrangers en situation irrégulière et des criminels devient alors, par exemple, « une limitation de l'immigration avec des règles plus strictes ».

Mais ce n'est pas tout. Il est de notoriété publique que les conservateurs et les centristes européens (au sens large, des partis comme la CDU/CSU, l'ÖVP, le PP & Co) sont fortement liés aux réseaux atlantistes. Une politique européocentriste indépendante est donc contre-productive si l'on veut construire des coalitions de centre-droit au niveau de l'UE. Giorgia Meloni, du parti italien Fratelli d'Italia, est déjà sur la bonne voie, et le Rassemblement national français de Marine Le Pen s'est déjà adapté de

manière parfaitement opportuniste. D'autres partis de droite, comme le PVV de Geert Wilders, les Démocrates suédois, les Vrais Finlandais, etc. font également partie du bloc atlantiste depuis longtemps. Seul l'AfD (et le FPÖ) semble encore faire exception.

Le résultat se traduit par l'exclusion de l'AfD du groupe ID au Parlement européen. En effet, Le Pen veut absolument collaborer avec Meloni et construire un nouveau bloc de droite conservatrice qui soit également capable de former une coalition pour le groupe conservateur-centriste du PPE. Dans l'adversité, le diable mange les mouches – et pour accéder à la mangeoire du pouvoir, ces femmes politiques de premier plan seraient probablement prêtes à reconduire Ursula von der Leyen à la tête de la Commission. Les voix en faveur d'une normalisation des relations avec la Russie n'ont pas leur place dans ces plans. Au lieu de cela, ils comptent sur le fait que l'Europe continue à être reléguée au rang de laquais des États-Unis.

Face aux défis économiques mondiaux, notamment avec la montée en puissance de la Chine, il serait en fait judicieux de se concentrer sur la viabilité de nos propres économies. Le « tournant énergétique », y compris les sanctions contre la Russie dans le secteur de l'énergie, a certes permis de réduire considérablement la dépendance vis-à-vis du gaz russe – mais dans le même temps, le continent a été contraint de dépendre des livraisons de gaz américain et des panneaux solaires et des éoliennes chinoises (en particulier pour les terres rares et d'autres matières premières essentielles). Mais l'électricité, essentielle à l'économie, n'en est pas devenue moins chère, pire, elle est devenue plus chère et moins fiable.

En tant que continent pauvre en énergie et en matières premières, l'Europe a besoin d'approvisionnements extérieurs. Mais celles-ci doivent également être aussi bon marché que possible et suivre le principe de la sécurité d'approvisionnement. Une soumission stricte à la volonté de Washington n'est pas idéale pour cela, comme le montre la crise énergétique européenne. D'autres pays (par exemple l'Inde et probablement les deux tiers des pays du monde) n'ont pas adhéré aux sanctions contre la Russie, car leurs intérêts nationaux sont plus importants que des mesures punitives idéologiquement motivées.

Meloni est peut-être un sous-marin Rockefeller de toute façon, mais la réorientation de la stratégie de Madame Le Pen, qui a elle-même eu autrefois de bonnes relations avec Moscou, montre d'où vient le vent. Au lieu d'orienter le système dans la direction souhaitée (mais il n'est pas nécessaire pour cela d'avoir une opposition fondamentale), elle adopte une stratégie d'accommodement dont les chances de succès sont bien incertaines. Tout cela dans l'espoir que les partis conservateurs/centristes impliqués dans les gouvernements de centre-droit utilisent leur influence au sein du PPE pour ne plus s'allier avec les sociaux-démocrates.

L'Alternative für Deutschland n'a pas vraiment sa place dans ce contexte. Même si les publications de droite ou de droite conservatrice/libérale les plus récentes en Allemagne tentent d'orienter l'opinion publique en

conséquence avec leur ligne strictement atlantiste et d'augmenter ainsi la pression sur l'AfD. Il serait pourtant dans l'intérêt de l'Allemagne et de l'Europe de s'établir comme une force politique indépendante dans un monde de plus en plus multipolaire, et non comme un simple appendice des États-Unis.

Les Européens ne sont déjà pas vraiment pris au sérieux à Moscou ou à Pékin en tant que partenaires de négociation. Pourquoi le feraient-ils ? En fin de compte, ils ne font que se plier à la volonté de Washington. Comment peut-on défendre et faire valoir ses propres intérêts si, au final, ils sont subordonnés à ceux des Américains ? Il n'y a rien de mal à entretenir de bonnes relations avec Washington, mais la subordination est contraire à l'esprit de la souveraineté nationale (et européenne). On peut même se demander pourquoi les partis patriotiques européens misent sur l'atlantisme pour obtenir des positions de pouvoir inutiles, car ils ne peuvent plus guère mener une politique étrangère et économique indépendante.

L'atlantisation des droites européennes peut certes ouvrir la voie aux mangeoires du pouvoir et permettre de nouvelles coalitions, mais si l'on vend son âme patriotique pour cela, comment peut-on encore prétendre agir réellement dans l'intérêt de son propre peuple ?